

pour ainsi dire incroyables qui, on l'assure, doivent résulter de l'adoption de la nouvelle constitution—toutes ces causes ont contribué à rendre le peuple malheureux et à l'engager à s'expatrier. (Écoutez !) Je le demande à la chambre : les ministres n'ont-ils pas insisté à hâter la passation de ce plan de confédération uniquement sur le prétexte qu'un danger imminent nous menaçait ? Or, je le déclare, est-ce que l'immigrant viendra planter sa tente dans un pays où il lui sera impossible de placer ses capitaux avec avantage,—où il ne pourra à son arrivée trouver ni les moyens de gagner sa vie honnêtement ni des terres convenablement situées qu'il pourra de suite exploiter,—où l'emprunt facile et les folles spéculations ont produit les plus grands maux,—et surtout où il se verra contraint de s'enrôler pour repousser un ennemi puissant établi sur la frontière même de sa nouvelle patrie ?—Je pense que si, en face de toutes ces circonstances, les ministres veulent bien s'engager à dépenser des sommes excessives, ils doivent au moins nous faire connaître les avantages qui en résulteront pour le peuple du Canada, (Écoutez !) Mais, M. l'ORATEUR, ils sont muets à cet égard.—Néanmoins, l'expérience du passé nous apprend qu'il nous sera impossible de contrôler la conduite de ces messieurs une fois rendus à Downing street, alors qu'ils seront pressurés de tous les côtés par les influences que l'on y mettra en jeu. Je l'affirme, M. l'ORATEUR, nous avons droit de nous alarmer à la vue du danger qui nous menace. Ne nous rappelons-nous pas qu'en 1854, lors du voyage de l'hon. M. HINCKS en Angleterre, et bien que nous eussions déjà voté £1,800,000 sterling, en 1852, pour le Grand Tronc, il revint en Canada pour convoquer les chambres, juste un jour avant l'expiration du délai fixé pour leur réunion, et nous proposa, comme mesure essentielle de la session, de voter £900,000 sterling de plus ;—et que cette proposition fut agréée par le parlement, grâce aux expédients de toute nature auquel on eut recours, dans la session suivante, pendant laquelle l'on constata, pour la première fois, que l'arrangement à l'effet de soutirer cette somme du trésor public avait été conclu par M. HINCKS et lord ELGIN pendant leur séjour à Londres ? L'on nous demande aujourd'hui de voter un crédit à ces messieurs, de placer en leurs mains le contrôle d'une immense somme d'argent qu'ils dépenseront à leur guise, et de leur permettre de se rendre

à Londres pour y négocier une convention qui nous liera à toujours. (Écoutez !) Nous sommes, M. l'ORATEUR, comme je l'ai déjà dit, les témoins de la manière en laquelle certains députés remplissent les engagements qu'ils ont contractés envers leurs électeurs, et qu'ils oublient du moment qu'ils ont franchi l'entrée de cette enceinte. Je pourrais faire une liste bien remplie des membres qui, pendant ma carrière politique d'un quart de siècle, ont trahi la confiance que reposaient en eux leurs commettants. (Écoutez !) Est-ce donc en vain que je fais un appel aux membres de cette chambre pour les engager à exercer leur contrôle sur les pouvoirs que nous demandons aujourd'hui le gouvernement, après que nous avons, d'année en année, protesté contre un pareil procédé, après que l'on nous refuse les explications auxquelles nous avons droit, et quand il est avéré que le pays est dans une impasse de laquelle, je le crains bien, il ne sortira jamais ? (Écoutez !) Je demande pardon à la chambre d'avoir si longtemps taxé son attention, mais j'ai l'espoir qu'elle ne croira pas que c'est une opposition factieuse que je fais actuellement à cette mesure. (Écoutez !) La position que j'occupe en ce moment est celle d'un député qui n'a pas à regretter un seul de ses votes, d'un député qui a toujours affirmé que, sous notre constitution actuelle, le pays pourrait prospérer et fleurir, si nous n'avions pas à lutter contre ces principes démagogiques qui ont produit la plus grande partie des calamités qui nous affligent aujourd'hui. (Écoutez !) Je crois avoir démontré qu'il y a lieu de nous alarmer sur l'incertitude que nous offre l'avenir. Qui sait si nous ne nous verrons pas placés dans une position bien difficile, avenant la question de savoir si c'est la confédération ou l'annexion que nous demandons ? Je regrette de voir combien l'idée de l'annexion a fait du chemin depuis que les ministres actuels sont au pouvoir. (Écoutez !) Qu'il me suffise de parler de la déclaration que faisait l'autre jour dans la chambre haute le premier ministre, lorsqu'il a dit que nous étions sur un plan incliné qui nous poussait imperceptiblement vers l'union américaine, mais que le projet de la confédération était le seul remède efficace en pareil cas. Je regrette, aussi bien que tout autre hon. député, la position humiliante que l'on veut nous faire, en nous condamnant, nous qui avons une population si considérable, à aller, comme des mendiants, frapper à la porte des provinces maritimes,